

É. Docteur en-Lettres
omité
2000 Dictionnaire mondial
K. 123456789

PRISMES / REVUE PÉDAGOGIQUE HEPL / N°11 / NOVEMBRE 2009

PRISMES

QUESTIONS SOCIALES VIVES

LE MONDE DANS L'ÉCOLE

SENS COMMUN... SENS CRITIQUE

VALEURS EN QUESTION

DES ÉLÈVES QUI COMPRENNENT LA CRISE ÉCONOMIQUE **UNE UTOPIE ?** YVAN PÉGUIRON

I. Quels sont les outils à disposition des élèves pour comprendre la crise économique ?

Nous vivons peut-être la pire crise financière de tous les temps (perte planétaire de 32'000 milliards de \$ d'octobre 2007 à mars 2009). En Suisse, avec un PIB en baisse de 2.4% au premier semestre 2009 (Source SECO) et bientôt plus de 200'000 chômeurs, l'économie est en proie à sa plus grave récession depuis la 2^e Guerre mondiale.

Face à ce fiasco économique, quels outils ont les jeunes pour saisir ce qui se passe ? Peut-on leur faire comprendre cette crise s'ils n'ont pas compris les crises précédentes (Crise de 1929 - Krach du 19 octobre 1987 - Éclatement de la bulle internet de mars 2000) ? Peut-on décemment leur expliquer pourquoi, lorsqu'un ménage du Minnesota ne peut plus rembourser son crédit hypothécaire, c'est la planète tout entière qui s'affole, s'ils ne savent pas ce qu'est un titre, un sous-jacent, un produit dérivé, une cédule, un prêt interbancaire ?

Les médias ont expliqué copieusement ce que sont les *subprimes* et comment ces crédits hypothécaires à risques ont déclenché l'effondrement du marché immobilier américain et le marasme bancaire qui a suivi. Nous avons bénéficié au passage de quelques explications fumeuses sur la titrisation, mais pas un mot sur les autres mécanismes économiques qui ont induit la crise actuelle, comme l'effet de levier des produits dérivés, les risques pris par les financiers avec les ventes à terme de produits qu'ils ne possèdent pas, la création exponentielle de monnaie digitale (système de réserves fractionnaires) par les banques commerciales, les effets néfastes des nouvelles normes comptables¹ (IFRS). Ce mutisme pourrait être imposé pour éviter une panique collective, mais en réalité il est pratiqué tout naturellement parce que les trois quarts de la population ne comprennent ni les explications ni les réflexions sur ces mécanismes par méconnaissance endémique des concepts éco-

nomiques élémentaires. Selon un sondage TNS Sofres de 2008, 73% des Français estiment que l'information économique est difficilement accessible et peu compréhensible. Rien d'étonnant à ce que la population comprenne si peu l'économie, les outils pour la comprendre ne lui sont pas inculqués à l'école.

Quels sont donc les outils à donner aux jeunes pour comprendre cette crise et plus généralement l'économie ?

a) *D'abord le vocabulaire économique et les concepts clés qu'il y a derrière les termes spécifiques*

Il faut donner aux élèves le vocabulaire permettant de lire le journal ou entendre, sinon comprendre, ce qui se dit aux infos. Un minisonnage conduit au gymnase sur un article économique du journal *Le Temps* a révélé que 8% des mots étaient inconnus ou incompris, induisant une compréhension très médiocre du texte.

Le piège des homographes économiques contribue également à la mauvaise compréhension des documents (*titre* du livre, *titre* de l'or, *titre* incorporant un droit – *débit* de la fontaine, *débit* de tabac, *débit* d'un compte, *manteau* d'hiver, *manteau* d'action; et autres marge, remise, obligation, prime, ménage, souche, talon...). Le glossaire des termes économiques et juridiques rencontrés de la 7^e à la 9^e VSB option économique compte pas moins de 350 mots.

b) *La connaissance et l'interprétation des lois économiques fondamentales*

L'enseignement de l'économie passe par la découverte de lois qui synthétisent des phénomènes économiques déterminés.

Tout le monde connaît la loi de l'offre et de la demande: *si le prix d'un bien augmente, sa demande baisse, si le prix baisse, sa demande augmente...* Connaître cette loi est une chose, c'en est une autre de réfléchir sur les conditions

dans lesquelles cette loi peut s'appliquer ou ne pas s'appliquer. L'action UBS a passé, entre le 9 février 2007 et le 9 mars 2009, de CHF 75.54 à CHF 8.20. Selon la loi ci-dessus, tout le monde aurait dû en acheter à ce prix, or paradoxalement cette baisse n'a pas provoqué une hausse de la demande ! Pour comprendre (et apprécier) l'économie, il faut accepter que ses lois soient des règles de sciences humaines et non des lois rigoureuses.

c) *La compréhension de mécanismes économiques basiques*

La création de la monnaie scripturale, la spirale inflationniste, les conséquences sur l'emploi d'une variation des salaires par exemple, reposent en partie sur deux compétences intellectuelles assez particulières et peu travaillées ailleurs: le raisonnement compromissaire et le raisonnement hypothético-inductif.

Le raisonnement compromissaire. Pour obtenir quelque chose, il faut renoncer à autre chose. Presque toutes les questions économiques impliquent des compromis qui ont un coût d'opportunité égale à la valeur marginale de la possibilité à laquelle on renonce. Cette attitude réflexive implique un véritable état d'esprit et requiert un certain entraînement.

Le raisonnement hypothético-inductif. Ce mode de pensée qui va du particulier au général est beaucoup utilisé, car il n'est pas facile de faire des expériences en économie et il faut donc se nourrir d'éléments factuels pour réfléchir. L'observation et la mesure de phénomènes économiques précèdent ainsi la construction de modèles qui seront ensuite vérifiés puis théorisés.

Le raisonnement inductif est toutefois délicat parce qu'il n'est pas toujours facile de départager la cause et l'effet et des écueils comme celui décrit ci-après peuvent apparaître.

• Observation no 1: le Japonais travaille plus que le Français (heures par année).

2 | GÉOGRAPHIE, ÉCONOMIE, HISTOIRE

DES ÉLÈVES QUI COMPRENNENT LA CRISE ÉCONOMIQUE: UNE UTOPIE ?

- Observation no 2 : il y a moins de chômeurs au Japon qu'en France (en %).
- Induction : plus on travaille, moins il y aura de chômage.

Pour départager la cause et l'effet, les économistes ont tendance à isoler et à modifier un seul facteur tout en maintenant constantes les autres variables. C'est la célèbre clause *ceteris paribus* (toutes choses égales par ailleurs) qui permet à certains de gloser sur les économistes, et aux économistes de construire leurs modèles.

d) Les choix stratégiques

Tous les agents économiques sont interdépendants et chacun doit tenir compte du comportement anticipé des autres. La fixation des prix dans un duopole ou dans un oligopole² par exemple est régie par une stratégie issue de la théorie des jeux. Le célèbre « dilemme du prisonnier³ » en est une parfaite illustration. La construction de « matrices des gains⁴ » constitue un outil précieux d'aide à la décision dans les entreprises, voire en politique.

e) La connaissance rudimentaire des systèmes économiques

Un fond de culture économique permet de reconnaître les avantages et les inconvénients de théories économiques antagonistes (économie planifiée contre l'économie de marché) et de se positionner politiquement entre le rôle que l'on souhaite donner à l'Etat et les libertés individuelles que l'on souhaite défendre. L'histoire agitée de la pensée économique nous permet de mieux comprendre le comportement des hommes dans ses relations avec la rareté des biens.

f) Des savoir-faire pratiques en économie de gestion

Pour beaucoup de futurs artisans, indépendants ou libéraux il s'avère utile d'apprendre tôt comment se forme un prix, ce que sont un compte d'exploitation et un bilan ou encore de ne pas confondre bénéfice brut et *cash flow*⁵. Utile aussi pour tout citoyen de découvrir ce qu'il y a derrière les volets recettes et dépenses

d'un budget (le sien, celui d'une communauté, celui de l'Etat) ou de connaître fonctionnement et financement des protections sociales, pour ne prendre que ces exemples.

Les outils décrits ci-dessus sont travaillés et développés dans le cadre de l'enseignement des branches économiques. Hélas, seuls les élèves ayant choisi une voie économique-commerciale ont droit à ces compétences pour s'adapter à ce monde et subséquemment comprendre ses crises !

II. L'actualité économique et son traitement à l'école: pourquoi, quoi, où et quand, comment ?

Pour traiter de l'actualité économique à l'école, faudrait-il déjà qu'il y ait de l'économie à l'école ! Le no 192 de Bilan (novembre 2005) titrait : « Les jeunes n'entendent rien à l'économie ? Normal, l'école se refuse à l'enseigner. »

Cette admonition doit nous inspirer un certain nombre de questions.

- Pourquoi une école qui se veut ouverte sur le monde ne veut-elle rien savoir de l'économie ?
- Qui a peur de l'économie ? A qui profite l'inculture économique ?
- Quelle économie faudrait-il dispenser ? Où et quand ?

L'enseignement de l'économie fait peur !

Le chroniqueur Yves de Kerdrel affirmait dans le Figaro⁶ que l'enseignement de l'économie est assuré en France par une « clique d'altermondialistes ». La « droite » de l'échiquier politique aurait-elle peur que nos élèves soient endoctrinés par des partisans d'un monde plus vert et non soumis au marché ?

Il est piquant de constater que, de l'autre côté de l'échiquier, on craint que les enseignants universitaires estampillés HEC imposent des idées trop libérales et encouragent la servitude à la maximisation du profit, la déréglementation et l'affaiblissement de l'Etat. Ainsi, toutes les couleurs politiques, pour des raisons différentes bien sûr, s'accordent afin que certaines questions vives de la société ne soient pas traitées à l'école même sous un angle critique.

Qui a intérêt à annoncer la faillite de l'AVS, à présenter comme une tragédie la dette pu-

blique, à crier que les fonctionnaires gagnent trop, à seriner que la concurrence fait baisser les prix ? Qui a intérêt à fustiger le salaire des patrons, à dénoncer la spéculation sur les matières premières, à démontrer les liens entre les délocalisations et le chômage, à pointer du doigt les dysfonctionnements du marché en rappelant que « la main invisible », chère à Adam Smith, donne parfois de sacrées gifles ?

Apporter une réponse aux interrogations ci-dessus est sans intérêt à l'école parce que les questions ne se formulent pas ainsi dans un cours d'économie. L'enseignant n'a pas à associer des valeurs morales à tel ou tel phénomène économique. Son but premier est de mieux faire comprendre le monde environnant, d'aider l'élève à prendre une distance critique et à se forger des valeurs personnelles en connaissance de cause, puis de lui donner les bons outils qui lui permettront de moduler rationnellement ses comportements.

A qui cette démarche éducative peut-elle faire peur, si ce n'est à la phalange qui souhaite former à l'école une classe de consommateurs idiots et serviles, maîtrisant tout de même les langues pour être plus mobile et techniquement à la hauteur pour pouvoir travailler efficacement ?

Espérons tout de même que celles et ceux qui ont peur de l'économie et (ou) qui ont intérêt à ce que le peuple ne comprenne rien aux rouages du système soient de moins en moins nombreux aux commandes.

Pourquoi enseigner l'économie ?

Tout le monde s'accorde pour affirmer qu'une des missions fondamentales de l'école est de donner aux futurs acteurs de la vie sociale, politique et économique du pays les moyens de comprendre le monde qui les entoure, de les initier à l'analyse des problèmes complexes de la société pour qu'ils s'y intègrent en faisant des choix éclairés et nuancés.

L'économie est l'outil incontournable pour remplir cette mission, elle doit donc impérativement faire partie de la culture commune aujourd'hui et personne ne doit en être privé.

Les sciences économiques ont produit une

masse considérable de savoirs robustes pour améliorer notre compréhension du monde et corriger les comportements défailants de certains agents. Il est souhaitable que ces savoirs soient partagés avec le maximum de gens pour le bien-être de tous. De plus, l'enseignement de cette discipline permet de développer chez les jeunes, outre des savoirs, des compétences fondamentales en termes de savoir-être et de savoir-faire.

Les réticences à considérer les sciences économiques comme discipline de base tiennent essentiellement à quelques clichés tenaces du genre.

- « On n'enseigne pas la médecine à l'école primaire... pourquoi faudrait-il y enseigner l'économie. »
- « Economie, marchés, affaires, commerce c'est du même. Le commerce est un métier et l'école obligatoire n'est pas une école des métiers. »
- « L'économie est une science molle où la scientificité des savoirs enseignés n'est pas prouvée, et où les experts vous expliqueront demain pourquoi ce qu'ils avaient prévu hier ne se produit pas aujourd'hui. »
- « Les jeunes n'ont pas la maturité suffisante pour prendre leurs distances dans les affrontements doctrinaires. »

Ces perceptions préconçues sont dues à la confusion entre économie et sciences économiques d'une part et d'autre part à l'ignorance totale de ce qu'est l'enseignement des branches économiques. Jamais l'économie n'a été aussi massivement présente, dans les médias, dans les conversations, dans le discours politique, dans le quotidien des citoyens, il est donc impératif que la discipline « sciences économiques » soit enseignée largement. Encore faut-il savoir de quelle économie on parle ?

Quelle économie faut-il enseigner ?

Oikonomia est l'étymologie grecque du mot économie et signifie « l'administration de la maison ».

Le problème de l'économie est que l'on ne sait pas toujours de quelle maison on parle. S'il s'agit de sa maison, de son entreprise, le raison-



nement est forcément égoцентриque et la vision est orientée sur la satisfaction de ses propres besoins. C'est la micro-économie⁷, son but est de trouver l'équilibre de marché entre consommateurs et producteurs. Elle comprend entre autres l'économie financière, l'économie de gestion, l'économie domestique, etc.

Si la maison est notre nation, voire notre planète (le film de Yann Arthus-Bertrand ne s'appelle pas « Home » par hasard), sa bonne administration doit passer par des raisonnements plus altruistes. Il s'agit de la macro-économie⁸ qui se compose principalement de l'économie nationale et de l'économie politique.

Micro et macro-économie se sont démultipliées en une quantité de sous-spécialisations. Lesquelles faut-il aborder à l'école ?

L'inventaire des manuels donne une ébauche de réponse en catégorisant *grosso modo* les ouvrages scolaires en quatre groupes : l'économie générale (vision globale pour de l'initiation), l'économie politique (vision macro-économique

et systémique), la micro-économie standard et la micro-économie technico-pratique avec l'économie d'entreprise.

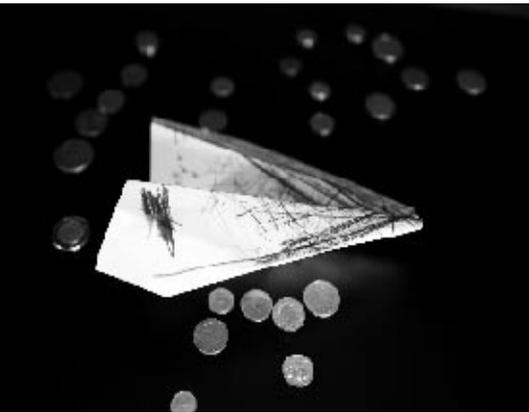
Il faut craindre dans ce cloisonnement des orientations trop exclusives. Très macro-économie en France, la discipline s'appelle d'ailleurs « sciences économiques et sociales », elle favorise le débat et la rhétorique. Au Canada, dans les sciences économiques, c'est le mot sciences qui importe, et les mathématiques prennent parfois trop d'importance, la modélisation à outrance n'ayant pas que des adeptes. En Grande-Bretagne l'approche est de plus en plus technico-pratique avec le développement des *business studies* au détriment de la macro-économie.

Afin d'échapper à cette fragmentation, la science économique doit être comparée à un arbre. Elle a ses racines dans l'histoire, un tronc nourri avec ses fondamentaux et ses outils, ses branches maîtresses qui parfois s'entrelacent puis des rameaux frémissant dans l'air du temps.

Cet arbre doit toujours être considéré dans

2 | GÉOGRAPHIE, ÉCONOMIE, HISTOIRE

DES ÉLÈVES QUI COMPRENNENT LA CRISE ÉCONOMIQUE: UNE UTOPIE?



son ensemble, car il n'y a pas de hiérarchie entre les branches. Il n'y a pas de macro-économie sans les agents micro-économiques pour la faire tourner. Pour un certain nombre de sujets d'ailleurs, la différence est surtout de l'ordre de l'échelle, le budget du ménage et le budget de l'Etat pour ne citer qu'un exemple.

A l'école, il faut donc aborder toutes les branches de l'économie, des plus pratiques aux plus théoriques, et c'est là le problème parce que la matière est immense. Si les programmes sont trop vastes et trop ambitieux aux dépens de la substance, les élèves sont déroutés et s'installent très vite dans le superficiel, lieu de tous les dangers où risquent de s'introduire idéologie et manipulation. La solution est pourtant assez simple et connue puisqu'elle a toujours été pratiquée dans les disciplines fondamentales traditionnelles. En mathématique par exemple, on n'attend pas le gymnase et l'étude des intégrales pour apprendre la division !

Le problème n'est donc pas quelle économie, mais à quel niveau, où et quand ?

Où et quand ?

En France, la Commission Attali⁹ propose d'enseigner l'économie dès le primaire.

Les éditions Actes Sud Junior ont publié en 2001 *L'argent et l'économie à petits pas* pour de très jeunes écoliers.

André Benchetrit, auteur de *En fait l'eau, c'est quoi ?* prévoit un livre qui expliquera aux 4-5 ans à quoi sert l'argent ! En cherchant à aborder

en douceur et gaiement des sujets complexes, on va dans le bon sens.

D'une façon plus réaliste, le défi relevé par le canton de Vaud, dans les années 80, avec l'introduction de la section économique pré-gymnasiale dès la 6^e, consistait à donner à des enfants de 11 à 12 ans une première approche de notions d'économie. Ce défi avait parfaitement réussi parce qu'un fil conducteur balisait le concret des réalités connues ou vécues par le jeune public concerné.

A partir de cette expérience, il serait tentant de déduire que la micro-économie par sa proximité avec les élèves et par souci de préparation à la vie active devrait constituer le cursus de l'économie à l'école obligatoire. Les grands sujets complexes et parfois polémiques de l'économie politique seraient par contre réservés aux jeunes adultes du postobligatoire.

A mon sens une approche plus généraliste et plus progressive est souhaitable. Actuellement, les heureux gymnasiens « économistes » perdent un temps fou sur des thèmes basiques d'économie, faute de notions élémentaires et d'outils, puis, le temps manquant, ils passent comme chat sur braises sur les thèmes réellement à leur niveau et formateurs pour la suite de leurs études.

Un seul exemple pour illustrer ce qui précède. La loi de l'offre et de la demande en situation de concurrence parfaite est abordable par de jeunes écoliers dès qu'ils sont capables de faire un graphique à deux axes ; son analyse sur d'autres types de marchés (oligopole, monopole, monopsonne...¹⁰) peut être vue en fin de scolarité obligatoire. La suite logique, l'élasticité-prix de la demande ou de l'offre, sera vue au secondaire II. Le calcul de cette élasticité avec les dérivées pour rechercher la maximisation du profit sera travaillé dans les options spécifiques.

Bon nombre de sujets d'économie peuvent ainsi être élaborés autour du sens d'un thème et abordés en spirale de façon à accorder les difficultés à l'âge des élèves. Cette approche ne fonctionne évidemment que si la matière est étalée sur le plus d'années possible, à savoir avec un enseignement précoce de l'économie.

Au final, les élèves seront capables d'appréhender les questions économiques et sociales vives avec un vrai bagage théorique, méthodologique et réflexif.

Cette finalité ne semble toutefois pas être l'objectif majeur des derniers concepteurs de l'école romande. En effet, le PER (Plan d'études romand) élaboré par la CIIP¹¹ fin 2008 ne fait même pas allusion à l'économie. Cette discipline n'existe tout simplement pas. En retirant le droit aux jeunes citoyens de comprendre l'actualité, on préserve leur innocence tout en s'assurant que le plus grand nombre n'entendra jamais rien aux mécanismes de l'économie.

III. Réactions et craintes des élèves face à la crise

Les préoccupations des élèves face à la crise apparaissent clairement dans leurs questions.

FAQ: Les questions les plus fréquentes d'élèves de 1M et 2D (gymnase)

- Les banques n'ont-elles pas prévu le fait que les ménages ne pourraient plus rembourser ?
- Pourquoi la banque centrale américaine a-t-elle relevé ses taux ?
- Que signifie la « crise interbancaire » ?
- La crise va-t-elle durer longtemps ?
- Un prêt de la Confédération à l'UBS à 12%, est-ce un taux élevé ?
- Que sont les crédits pourris ?
- Comment ces paquets ont-ils pu être notés AAA ?
- Pourquoi les plans de relance ne marchent pas ?
- Si les médias ne parlaient pas autant de la crise, elle ne serait pas si importante, non ?
- Qu'est-ce que l'économie réelle ?
- Pourquoi ne faut-il pas consommer moins en temps de crise ?
- Pourquoi les entreprises licencient avant de savoir si la crise va durer ?
- Cette crise aurait-elle pu être évitée ?
- Pourquoi les *hedge funds*¹² sont-ils autorisés ?
- Que se passerait-il en Suisse si l'UBS faisait faillite ?
- Est-ce la fin du capitalisme ?
- Est-ce que la « nationalisation des pertes » est légale ?

- Les caisses sont vides, comment les Etats peuvent-ils prêter des milliards aux banques ?
- Est-ce que le FMI sert encore à quelque chose ?

Yvan Péguiron est professeur formateur à la HEP de Lausanne et didacticien des branches économiques, du droit et de la citoyenneté.

RESSOURCES, ARGENT, ENVIRONNEMENT



Actuellement, la question qui me préoccupe est celle de la pollution. Je m'inquiète de l'avenir du monde car nous sommes en train de le détruire sans en avoir réellement conscience...

Ce qui me préoccupe le plus pour les dix prochaines années c'est qu'on sera limités de plein de choses (eau, pétrole, poissons) dont on a besoin tous les jours.

Aurélie, 2^{ème} année

Une de mes plus grandes préoccupations est le fait de me demander si j'ai fait les bons choix (par exemple si j'ai bien fait de choisir l'option artistique). J'ai souvent peur aussi de ne pas réussir certaines choses. L'argent me préoccupe beaucoup aussi, car on a besoin de faire de plus en plus de dépenses.

Dans dix ans, je pense que je serai préoccupée par le fait de pouvoir payer mes factures.

Blerta, 2^{ème} année

D'après moi, la question qui nous préoccupe le plus aujourd'hui est la question de l'argent. Tout tourne autour de ce dernier, que nous le voulions ou pas. Chacun a cette soif de la réussite, cette soif de la fortune, comme ce jeune étudiant qui va passer une grande partie de sa vie dans les études, dans le but d'avoir un bon salaire ou encore cet employé qui se tue à la tâche pour une simple augmentation. Nous voulons toujours plus.

Mehtap, 3^{ème} année

Si on a assez d'argent pour payer les factures à la fin du mois.

Mes études, l'environnement et quitter la maison, avoir mon propre studio/appartement après le gymnase, Obtenir une bourse => HES, trouver un stage avancé dans la décoration d'intérieur pour 2011.

Marina, 3^{ème} année

En premier lieu, les pensées qui me préoccupent le plus sont celles de mes études, ensuite, il y a le réchauffement climatique et la pollution.

Tout d'abord le climat et la *santé* de la terre, mais aussi ce que je deviendrai, quelle vie j'aurai. Je me demande également dans quelle société nous allons vivre; par rapport aux salaires, à la future technologie, aux rapports entre les personnes...

Aurélie V. 3^{ème} année

- 1 Tout actif négociable doit être valorisé au bilan au cours du marché.
- 2 Monopole: sur un marché donné, un seul vendeur est face à de nombreux acheteurs. Monopsonne: sur un marché donné, beaucoup de vendeurs sont face à un seul acheteur (exemple: des équipementiers face à un constructeur automobile). Oligopole: peu de vendeurs face à de nombreux acheteurs.
- 3 Deux suspects sont arrêtés par la police mais les agents n'ont pas assez de preuve pour les inculper, alors ils les interrogent séparément en leur faisant la même offre: si l'un accuse et pas l'autre, celui qui accuse est relaxé, l'autre prend 10 ans de prison; si chacun accuse l'autre ils écopent de 5 ans de prison; si aucun des deux n'accuse l'autre, les deux auront 6 mois de prison.
- 4 Matrice de gains: tableau ou arborescence indiquant les gains pour chaque combinaison d'actions possible.
- 5 Cash flow: résultat d'exploitation d'une entreprise avant les dotations aux amortissements.
- 6 Figaro du 25 novembre 2008.
- 7 Micro-économie: branche de l'économie qui analyse le comportement des agents individuels (ménages ou entreprise).
- 8 Macro-économie: branche qui examine l'économie comme un ensemble d'interactions entre les agents (consommateurs, producteurs, banques, Etat, etc) en tentant de comprendre des agrégats comme la monnaie, l'emploi, l'épargne, les finances publiques, la mondialisation, etc.
- 9 La « Commission Attali » est une commission chargée par Nicolas Sarkozy de rédiger un rapport fournissant des recommandations et des propositions afin de relancer la croissance. Elle a rendu son rapport final en janvier 2008.
- 10 Cf. note 2 ci-dessus.
- 11 Conférence intercantonale de l'instruction publique de la Suisse romande et du Tessin.
- 12 Hedge funds: fonds d'investissements à vocations hautement spéculatives qui jouent sur l'effet multiplicateur de produits financiers sophistiqués.